



DÉCLARATION DU CANADA À LA 100^E SESSION DU CONSEIL EXÉCUTIF DE L'OIAC
SOUMISE PAR ÉCRIT PAR S.E. LISA HELFAND, AMBASSADRICE DU CANADA AUX PAYS-BAS ET
REPRÉSENTANTE PERMANENTE DU CANADA AUPRÈS DE L'ORGANISATION POUR L'INTERDICTION
DES ARMES CHIMIQUES (OIAC)

Excellences et distingués collègues,

Le Canada tient à féliciter Son Excellence Ambassadeur Ziad M. D. Al Atiyah à titre de nouveau président du Conseil exécutif. Qu'il soit assuré de l'appui sans réserve et de la coopération du Canada lorsqu'il dirigera les travaux de cette organisation cette semaine et par la suite.

L'interdiction de l'utilisation d'armes chimiques, comme le souligne l'article I de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques (CIAC), n'a pas été respectée à plusieurs reprises au cours de la dernière décennie, et les contrevenants à cette norme n'ont pas encore été tenus entièrement responsables.

Le Canada condamne avec vigueur l'invasion injustifiable et non provoquée de l'Ukraine par le régime russe. Cette invasion démontre un mépris total de l'ordre international fondé sur des règles et de la Charte des Nations Unies.

La délégation russe continue d'alléguer que l'Ukraine prévoit d'utiliser des armes chimiques, mais ne présente aucune preuve et ne demande aucune action de la part du Secrétariat technique de l'OIAC. À vrai dire, les accusations de la Russie ne constituent que des éléments d'une campagne de désinformation et c'est ce comportement-là qu'elle a décidé d'adopter à l'OIAC et sur d'autres tribunes. La possibilité que la Fédération de Russie ait recours à des armes chimiques, notamment en guise de fausse alarme pour tenter de justifier sa propre agression, continue de susciter de vives inquiétudes.

La Russie continue également de nier sa participation à la tentative d'assassinat d'Alexei Navalny en 2020 par un agent neurotoxique de type Novichok, une arme chimique mise au point par l'Union soviétique et utilisée précédemment par des agents russes dans la tentative d'assassinat de Sergei et Yulia Skripal à Salisbury, au Royaume-Uni. Nous déplorons le manque de coopération de la Russie dans cette affaire. La Russie a ignoré les questions posées par un groupe de pays, dont le Canada, et n'a mené aucune enquête sur cette attaque.

Nous demandons à la Fédération de Russie de veiller à ce que ceux qui ont utilisé des armes chimiques sur son territoire soient tenus responsables, tout en exigeant que la Russie respecte le droit international et n'utilise pas elle-même des armes chimiques. Le monde nous regarde, et ceux qui utilisent des armes chimiques – où que ce soit – devront en assumer la responsabilité.

Entre-temps, la République arabe syrienne ne respecte toujours pas la Convention. Des autorités légitimes et crédibles ont relevé au moins huit incidents au cours desquels le régime Assad a utilisé des armes chimiques pendant le conflit syrien. Malgré plus de vingt consultations avec les membres de l'équipe d'évaluation de la déclaration, la déclaration initiale de la Syrie contient toujours des erreurs, des lacunes et des mensonges, et les huit attaques chimiques confirmées du régime ont été perpétrées après la destruction des stocks déclarés de la Syrie. Les violations de la Convention par la Syrie sont flagrantes,



intentionnelles et constantes, et la Syrie continue de recourir à une campagne virulente de désinformation, avec l'aide de ses alliés, la Russie et l'Iran, pour dissimuler la vérité.

Le Canada et la communauté internationale continueront d'exercer des pressions sur le régime d'Assad pour clarifier les divergences dans sa déclaration, éliminer ses capacités restantes en matière d'armes chimiques et faire respecter la Convention sur l'interdiction des armes chimiques. Nous devons veiller à ce que tous les contrevenants qui utilisent des armes chimiques soient tenus responsables de ce crime odieux. Nous demandons aux membres du Conseil exécutif de continuer à s'intéresser à cette question.

Alors que nous veillons à exiger que les contrevenants à la CIAC rendent des comptes, nous continuons également à espérer un monde qui sera exempt d'armes chimiques.

Les préparatifs ont déjà commencé en vue de la tenue de la cinquième Conférence d'examen. Les premières consultations, dirigées de main de maître par l'ambassadeur Kuusing d'Estonie, ont été fructueuses, et nous avons bon espoir qu'elles nous aideront à ce que le tout soit couronné de succès en mai prochain. Le Canada prévoit déposer un document sur l'analyse comparative entre les sexes et la mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques en collaboration avec divers partenaires.

Le Canada est heureux de constater l'engagement du Secrétariat technique à faire progresser l'égalité des sexes et la diversité au sein de l'OIAC. Il s'agit d'un changement de culture qui exige un effort prolongé et soutenu. Mais l'inclusion est la voie de l'avenir, et elle permet à toute organisation de chercher à améliorer les choses. L'OIAC ne peut qu'en bénéficier. En tant que championne internationale du genre, je m'engage personnellement à soutenir ce changement institutionnel, non seulement au sein de l'OIAC, mais aussi à même ma propre délégation, afin de veiller à ce qu'un effort commun soit déployé.

L'inclusion ne se limite pas à veiller à ce que le personnel du Secrétariat technique provienne d'horizons divers. Nous devons également nous assurer à ce que toutes les personnes qui ont un important message à livrer soient entendues. À cette fin, nous continuons à soutenir l'inclusion des organisations non gouvernementales dans les travaux de l'OIAC, en particulier la prochaine Conférence des États parties et la Conférence d'examen. Aucun État partie ne devrait avoir le droit d'interdire unilatéralement à une ONG légitime de participer et de s'exprimer. Nous espérons sincèrement que les États parties trouveront un terrain d'entente et s'assureront que la voix des membres de la société civile sera prise en compte.

L'ouverture du Centre pour la chimie et la technologie approche également à grands pas. Nous avons le plaisir de constater que les travaux de construction se déroulent comme prévu et qu'ils seront terminés l'année prochaine. Le Canada est fier d'être le principal donateur national parmi 52 États, l'Union européenne et de nombreuses organisations de la société civile. Nous investissons dans l'avenir de l'OIAC et nous avons hâte au lancement des activités du Centre pour la chimie et la technologie, concernant notamment son travail essentiel de renforcement des capacités et la formation des prochaines générations d'inspecteurs de l'OIAC.

Il y a cinq semaines, le Canada était fier d'annoncer une nouvelle contribution de 1,8 million d'euros à l'OIAC. Cet argent servira à améliorer la résilience de l'OIAC en matière de sécurité physique et cybernétique, à renforcer les capacités d'intervention en cas d'incident chimique grâce au programme « CHEMEX Africa », à former les institutions douanières africaines chargées de surveiller l'importation et l'exportation de produits chimiques toxiques et à soutenir le Fonds d'affectation spéciale pour les missions en Syrie.



Government of Canada
Embassy of Canada

Gouvernement du Canada
Ambassade du Canada

Je demande que la version intégrale de cette déclaration soit désignée document de la série officielle de la centième session du Conseil exécutif et soit publiée sur Catalyst et le site Web public de l'OIAC.

Merci.



STATEMENT OF CANADA TO THE 100TH SESSION OF THE OPCW EXECUTIVE COUNCIL

DELIVERED IN WRITING BY H.E. LISA HELFAND, AMBASSADOR OF CANADA TO THE NETHERLANDS AND PERMANENT REPRESENTATIVE OF CANADA TO THE ORGANISATION FOR THE PROHIBITION OF CHEMICAL WEAPONS (OPCW)

Excellencies and distinguished colleagues,

Canada congratulates His Excellency Ambassador Ziad M. D. Al Atiyah on his new role as Chair of the Executive Council. I assure him of Canada's full support and cooperation in leading the work of this body this week and beyond.

The prohibition against the use of chemical weapons, as enshrined in Article I of the Chemical Weapons Convention (CWC), has been violated several times in the past decade, and those who break this norm have yet to be held fully accountable.

Canada condemns in the strongest terms the Russian regime's unjustifiable and unprovoked invasion of Ukraine. This invasion demonstrates utter contempt for the international rules-based order and the UN Charter

The Russian delegation continues to allege that Ukraine plans to use chemical weapons, but presents no evidence and requests no action by the OPCW Technical Secretariat. This shows us that Russia's accusations are merely components of a disinformation campaign, in keeping with their behaviour in the OPCW and other fora. The potential for chemical weapons use by the Russian Federation, including as a false flag attack in an attempt to justify its own aggression, remains a major concern.

Russia also continues to deny involvement in the 2020 attempted assassination of Alexei Navalny with a Novichok-type nerve agent, a chemical weapon developed by the Soviet Union and used previously by Russian agents in the attempted assassination of Sergei and Yulia Skripal in Salisbury, United Kingdom. We deplore Russia's lack of cooperation on this matter. Russia has ignored the questions posed by a group of countries, including Canada, and has not carried out any investigation into this attack.

We call on the Russian Federation to make certain that those who used chemical weapons on its territory are held accountable, while also demanding that Russia respect international law and not use chemical weapons themselves. The world is watching, and those who use chemical weapons – anywhere – will be held accountable.

Meanwhile, the Syrian Arab Republic also remains in non-compliance with the Convention. Legitimate and credible authorities have identified eight incidents where the Assad regime used chemical weapons during the Syrian conflict. Despite more than twenty consultations with the Declaration Assessment Team, the Syrian initial declaration still contains errors, gaps, and falsehoods, and all eight of the regime's confirmed chemical attacks took place after the destruction of Syria's declared stockpiles. Syria's violations of the Convention are flagrant, intentional, and ongoing, and Syria continues to implement a vitriolic disinformation campaign, helped along by its allies Russia and Iran, to obfuscate the truth.

Canada and the international community will continue to apply pressure on the Assad regime to clarify the discrepancies in its declaration, destroy its remaining chemical weapons capabilities, and become



compliant with the CWC. We must ensure that all those responsible for perpetrating the use of chemical weapons are held accountable for this egregious crime. We ask that the Executive Council remain seized of this issue.

As we look to hold those who violate the CWC to account, we also continue to hope for a future world free of chemical weapons.

Preparations have already begun ahead of the Fifth Review Conference. Initial consultations, expertly led by Ambassador Kuusing of Estonia, have been fruitful, and we are hopeful that they will help set us up for success next May. Canada expects to table a paper on gender-based analysis and the implementation of the Chemical Weapons Convention, working with a range of partners.

Canada is pleased to recognize the commitment of the Technical Secretariat in advancing gender equality and diversity in the OPCW. This is a cultural change that requires prolonged and sustained effort. But inclusion is the way of the future, and it makes every organisation better. The OPCW can only benefit. As an International Gender Champion, I am personally committed to supporting this institutional change, not only in the OPCW, but also within my own delegation, to ensure we all do our part.

Inclusion means more than ensuring the Technical Secretariat staff come from diverse backgrounds. We must also take care that everyone who has something meaningful to say is heard. To this end, we continue to support the inclusion of non-governmental organizations in OPCW work, especially the upcoming Conference of States Parties and Review Conference. No State Party should have the right to unilaterally prohibit a legitimate NGO from attending and speaking their piece. We sincerely hope that the States Parties will find common ground and ensure the voices of civil society will be included.

The opening of the Centre for Chemistry and Technology is also drawing near. We are pleased that construction remains on target and will be finished some time next year. Canada is proud to be the top national donor among 52 States, the European Union, and multiple civil society organizations. We are investing in the future of the OPCW, and are eager for the ChemTech Centre to begin its activities, including its critical capacity building work and its training of the next generations of OPCW inspectors.

Five weeks ago, Canada was proud to announce a new contribution of €1.8 million to the OPCW. This money will go to: improve physical and cyber security resilience at the OPCW; enhance chemical incident response capacities through the 'CHEMEX Africa' programme; provide training for African customs institutions involved in monitoring the import and export of toxic chemicals, and support the Trust Fund for Syria Missions.

I ask that the full version of this statement be made an official-series document of the 100th session of the Executive Council and published on Catalyst and public website of the OPCW.

Thank you.